



Déclaration préalable CTSD du 20 avril 2020 confiné

Madame la Directrice Académique,

La CGT Educ'Action remercie les services de la DSDEN pour le travail effectué dans ce contexte difficile de crise sanitaire.

Crise sanitaire qui aura indéniablement des conséquences importantes dans les écoles et sur les conditions de rentrée 2020.

Nous ne reviendrons pas sur les éléments de la déclaration intersyndicale dont nous sommes partie prenante.

Mais nous insisterons sur la période de confinement actuelle qui génère une explosion des inégalités sociales et territoriales, comme le rappellent le décrochage de la pseudo-continuité pédagogique et la fracture numérique vécus par une partie des élèves issues des classes populaires. Contrairement au discours ministériel, rien n'était prêt, seul l'engagement de nos collègues permet ce lien avec les élèves et les familles que nous refusons de nommer « continuité pédagogique ».

Aujourd'hui, les personnels de l'Éducation nationale sont inquiets et même en colère, choqués par les annonces de reprise prématurée. Jean-Michel Blanquer a pourtant toujours indiqué que la date de reprise serait fixée en fonction de "l'évolution de la situation sanitaire" et de l'avis des "autorités sanitaires". Subitement, après l'intervention présidentielle, il n'en est plus question. Le gouvernement se découvre une inquiétude inédite pour l'aggravation des inégalités sociales. Voilà une piètre tartuferie, il s'agit bien entendu, avant tout, de répondre aux demandes du Patronat qui souhaite un retour là aussi précipité des salariés à la production.

Pour l'heure, nous ne pouvons que constater les risques supplémentaires que ferait courir à toute la population l'ouverture des écoles dès le 11 mai.

C'est dans ce contexte que la CGT Educ'action a rencontré le ministère de l'Éducation le 16 avril et lui demandé de communiquer les mesures sanitaires prévues par le gouvernement pour accompagner l'ouverture des écoles. Elle n'a obtenu aucune réponse.

Aujourd'hui encore, personne ne sait

- **si le gouvernement sera capable de mettre en place une politique massive de tests (préconisation du président du conseil scientifique et de l'OMS...) pour les personnels et les élèves**
- **si les collectivités territoriales seront en capacité d'assurer tous les jours la désinfection des écoles, dans le respect de la santé de leurs agents ;**
- **s'il est possible de garantir la diminution des effectifs par classe, pour permettre la distanciation sociale pour l'ensemble des niveaux et pour tous les lieux fréquentés par les élèves et les personnels ;**
- **s'il sera possible de prendre en compte (autorisation spéciale d'absence) les situations et les personnels pour lesquels cette distanciation n'est pas possible.**

Personne ne croit que ces conditions pourront être remplies. De même, la sécurité sanitaire de l'ensemble des salarié.e.s appelé.e.s à reprendre le travail n'est pas assurée.

La réouverture des écoles permettrait le « brassage » de 140 000 élèves dans le Val de Marne en contact avec leurs parents (parfois à risque) et les personnels, multipliant les possibilités de propagation du virus.

Pour l'heure, aucun consensus scientifique ne permet d'assurer que cela ne conduirait pas à une seconde vague rapide de l'épidémie, alors que les services de réanimation sont toujours saturés et les soignant.e.s épuisé.e.s.

D'autre part, les annonces plus récentes du 1^{er} ministre n'ont apporté aucune réponse supplémentaire et nous questionnent au niveau pédagogique : comment organiser les apprentissages puisque les enseignant.e.s devraient en même temps assurer la scolarité en présentiel pour une partie des élèves et organiser l'enseignement à distance pour les autres ?

Écoutons les autorités sanitaires compétentes et reconnaissons qu'aucune date de réouverture des écoles et établissements scolaires ne peut encore être annoncée !

Ce sont des moyens humains pour la rentrée dont nous avons besoin ! Une dotation exceptionnelle pour le Val de Marne est indispensable .